

# France/Célébration du 14-Juillet Sous le signe de l'amitié Paris-Washington



Premier 14-Juillet en tant que président de la République pour Emmanuel Macron...



... des moments largement appréciés par son invité d'honneur, le président américain Donald Trump.

Photo : AFP

Photo : AFP

AFP  
Paris/France

*Des liens que "rien" ne "séparera jamais", a déclaré le président Emmanuel Macron, dans une courte allocution au terme du défilé militaire. Avec pour invité d'honneur, son homologue américain Donald Trump.*

LE président Emmanuel Macron a salué avec force l'amitié entre la France et l'Amérique que "rien" ne "séparera jamais", à l'occasion du défilé du 14 juillet en saluant la présence du président américain Donald Trump, son invité d'honneur.

La France a trouvé dans son histoire des "alliés sûrs, des amis qui sont venus à notre secours" et les "Etats-Unis d'Amérique sont de ceux-ci, c'est pourquoi rien ne nous séparera jamais", a-t-il déclaré au terme de ce défilé qui coïncide avec le centenaire de l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale.

"C'était un grand honneur de représenter les Etats-Unis à cette grande parade du 14 juillet. Félicitations au président Macron", a twitté après son départ M. Trump, dans un message illustré par une photo d'un échange avec son homologue français pendant le défilé.

La grande parade a été ouverte par la patrouille acrobatique de l'US Air Force et deux avions de chasse furtifs américains F-22, aux côtés de la patrouille de France. Costumes sombres et cravates bleues, les deux chefs d'Etat ont multiplié les sourires et les commentaires complices à la tribune officielle, avec leurs épouses Melania, vêtue d'une robe estivale blanche à fleurs, et Brigitte, en courte robe tailleur bleue à liseré blanc. Le défilé à pied a débuté avec des "Sammies" – surnom des soldats de l'Oncle Sam engagés dans le conflit – en costume d'époque. Plus de 3 700 militaires français à pied, ainsi que

211 véhicules dont 62 motos, 241 chevaux, 63 avions et 29 hélicoptères participaient à la grande parade sur la plus célèbre avenue parisienne, sous les yeux d'une foule de badauds.

Cette année, les musiciens des armées ont innové puisqu'ils ont joué devant la tribune officielle un étonnant pot-pourri des partitions du duo français Daft Punk, sous l'œil surpris du président Trump.

La fanfare a aussi interprété l'hymne de la ville de Nice, "Nissa la Bella", en se positionnant au sol pour former le mot Nice, en hommage à la cité meurtrie par l'attentat qui a fait 86 morts et 450 blessés l'an passé. Le président Macron doit participer aux cérémonies de commémoration dans l'après-midi à Nice. (Lire-ci-dessous) Après avoir salué le président américain par une ultime accolade tandis que son épouse embrassait Melania, le président français s'est longuement attardé parmi les invités, saluant

notamment des victimes des attentats.

La France, où l'état d'urgence instauré en novembre 2015 vient d'être renouvelé pour la sixième fois, célèbre sa fête nationale sous haute surveillance, avec près de 86 000 policiers et gendarmes mobilisés, ainsi que 7 000 militaires et 44 000 sapeurs-pompier.

La vague sanglante d'attentats jihadistes a fait 239 morts en huit attaques depuis janvier 2015 et plusieurs tentatives ont été déjouées au fil des mois.

Le défilé du 14 juillet intervenait cette année dans un contexte de tensions entre le chef de l'Etat et les militaires qui ont exprimé leur désarroi face aux coupes budgétaires de la Défense. Le chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, accompagnait Emmanuel Macron pour saluer les troupes hier mais le climat est resté glacial entre les deux hommes.

Le général s'était insurgé devant des dépu-

tés contre la réduction des moyens des armées avant d'être durement recadré par M. Macron, très investi dans son rôle de chef des Armées.

Jeudi dans une allocution devant les forces militaires, le président avait affirmé qu'il n'était "pas digne d'étaler certains débats sur la place publique" avant de rappeler les militaires à leur "sens du devoir et de la réserve".

**• Macron à Nice pour un hommage aux victimes du terrorisme.**

Le président français Emmanuel Macron était hier à Nice, sur la Côte d'Azur, pour un hommage aux victimes de l'attentat qui, l'an passé, a fait 86 morts. Comme le rappelait l'entourage du président de la République, cette date qui est celle de la fête nationale française "a désormais la particularité d'être aussi le jour anniversaire d'un attentat qui a endeuillé la France".

## L'Afrique en bref

**• Cameroun/Jihadistes. Douze civils tués dans l'extrême-nord**

Au moins 12 civils ont été tués dans un double attentat dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'extrême-nord du Cameroun, a indiqué le gouvernement, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) faisant pour sa part état jeudi soir de 16 civils tués.

**• Egypte/Attaque. Deux touristes tués dans l'est**



Deux touristes ukrainiennes ont été tuées et quatre blessées dans une attaque au couteau dans la station balnéaire de Hourghada dans l'est de l'Egypte, a annoncé le journal gouvernemental Al-Ahram sur son site officiel. L'assaillant a été arrêté.

**• Gambie/Corruption. Enquête sur les biens de Jammeh**

Le président gambien Adama Barrow a désigné jeudi une commission chargée d'enquêter sur les biens de son prédécesseur Yahya Jammeh, parti en janvier en exil pour la Guinée équatoriale et accusé de détournement de fonds.

**• Mali/Jihadistes. L'armée abat un chef du FLM**

L'armée malienne a abattu dans le centre du pays un chef du Front de libération du Macina (FLM), groupe jihadiste actif dans cette région, auteur de plusieurs attaques contre les forces de sécurité, a-t-on appris vendredi de source militaire.

## A travers le monde

**• Syrie/Conflit. Le dialogue de sourds se poursuit à Genève**

Le 7e round de pourparlers de paix sur la Syrie s'est terminé hier à Genève sans que les délégations du gouvernement et de l'opposition parviennent à rapprocher leurs positions sur la lutte contre le terrorisme et la transition politique.

**• Venezuela/Crise. L'opposition lance une consultation populaire contre Maduro**

L'opposition vénézuélienne organise ce dimanche une consultation populaire symbolique contre le président Nicolas Maduro et son projet de refonder la Constitution, après plus de trois mois de manifestations violentes dans ce pays englué dans une crise politique.

## Afrique du Sud/Justice

# Liberté pour 2 Blancs qui avaient tenté d'enfermer un Noir dans un cercueil

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

LA justice sud-africaine a accordé hier la libération sous caution à deux fermiers blancs poursuivis pour avoir tenté d'enfermer vivant un jeune Noir dans un cercueil.

La caution a été fixée à 1 000 rands (un peu plus de 40 000 francs) pour chacun de des deux hommes.

La décision du tribunal de Middelburg (nord-est) a provoqué la colère de personnes dans la salle d'audience. "Justice doit être rendue", a lancé un membre du public.

"Nous sommes déçus que ces deux hommes aient obtenu aujourd'hui une libération sous caution (...). Le racisme en Afrique du Sud est monnaie courante. Nous attendons de la justice qu'elle s'attaque au problème", a déclaré devant le tribunal un porte-parole du parti au pouvoir, le Congrès national afri-

cain (ANC). Les fermiers Willem Oosthuizen et Theo Martins Jackson sont accusés d'avoir enlevé et agressé Victor Mlotshwa, un ouvrier noir de 27 ans, en août dans une ferme près de la ville de Middelburg, dans la province sud-africaine du Mpumalanga.

Leur procès doit débuter le 31 juillet.

Les deux hommes ont été arrêtés en novembre à la suite de la diffusion d'une vidéo, apparemment filmée avec un té-

léphone portable par l'un des deux accusés.

Sur ce clip de 20 secondes, qui a suscité l'indignation en Afrique du Sud, on voit l'un des accusés tenter de fermer un cercueil dans lequel est allongée la victime qui se débat. Les deux fermiers sont aussi accusés d'avoir menacé de brûler l'ouvrier vivant et de jeter un serpent dans le cercueil.

Vingt-trois ans après la chute officielle du régime d'apartheid, les tensions raciales restent vives en Afrique du Sud,

où les inégalités entre la majorité noire et la minorité blanche restent énormes.

Début 2016, deux commis de ferme noirs avaient été pourchassés et battus à mort par des fermiers blancs, à Parys dans le centre du pays. En mai, deux Blancs soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la mort d'un adolescent noir de 16 ans, avaient été libérés sous caution, provoquant des échauffourées dans la ville de Coligny (nord-ouest).